

EDITORIAL



Par **Odette Herviaux**
Secrétaire fédérale à l'Agriculture, aux
Espaces ruraux et à la Consommation

Morbihan à Gauche, le sens d'une victoire nécessaire

Les élections cantonales constituent une étape décisive dans la phase de reconquête entamée il y a un an par la Gauche à l'occasion du scrutin régional. En premier lieu, elles permettront de réaffirmer l'importance de l'échelon local et le processus de décentralisation, à l'heure d'une RGPP brutale et autoritaire qui concentre de plus en plus de pouvoir dans les mains des représentants de l'État central. Il s'agit ensuite de la dernière expression des rapports de force politiques avant les élections présidentielles de 2012. Enfin, elles préparent l'éventuel renouvellement sénatorial de septembre prochain – avec le basculement à gauche de la Haute Assemblée pour la première fois de son histoire – qui pourrait offrir une opportunité unique de mettre un premier coup d'arrêt parlementaire aux politiques rétrogrades de la droite.

L'inexorable affaiblissement du Gouvernement lié à la multiplication des affaires, ses errements économiques, financiers et diplomatiques, accompagnent un retrait systématique de la puissance publique qui met à mal les équilibres environnementaux et territoriaux et remet en cause le contrat social issu des réflexions du Conseil National de la Résistance. Les reniements du Grenelle de l'environnement, les reculs des Droits de l'Homme (projet de loi sur l'immigration condamné par de très nombreuses associations, diplomatie discréditée au plan international), une réforme des retraites injuste et inefficace, la dégradation des conditions d'exercice des magistrats, des enseignants et des médecins après celle des conditions de travail de tous les salariés...

De surcroît, les réformes des collectivités et de la fiscalité locales réduisent chaque jour un peu plus les moyens de la régulation et de la redistribution tout en grevant le budget de la nation. Après les alertes répétées des élus socialistes, l'UMP et le Gouvernement ont ainsi été obligés de reconnaître que la suppression de la taxe professionnelle coûtera le double des prévisions initiales, soit près de huit milliards d'euros. Étrangler les collectivités sous le prétexte de rationalisation financière, alors même qu'elles ne sont responsables que de 10% de la dette, relève d'une stratégie assumée qui conduit le pays dans l'impasse.

Dans ce contexte, il nous appartient de mobiliser et de rassembler sur la base d'un projet ambitieux et partagé. Depuis le 29 janvier dernier, date de présentation de la plateforme programmatique de la Gauche morbihannaise, nous avons ainsi pu rappeler les trois pactes – intergénérationnel, territorial, écologique – visant à répondre aux attentes et aux besoins de nos concitoyens.

Plus que jamais, nous devons donc conforter et amplifier cet élan pour le Morbihan, pour les territoires, pour une République décentralisée, solidaire et apaisée, en votant et faisant voter pour les candidats de la Gauche morbihannaise dès le 20 mars prochain.

Construire ensemble le Morbihan de demain

La phase de dépôt des candidatures étant désormais clôturée, nous connaissons désormais l'ensemble des participants aux élections cantonales sur les 21 cantons renouvelables. A l'entrée dans la phase "active" de la campagne, nous avons échangé avec Hervé Pellois - Président du groupe de Gauche au Conseil général sur le projet et les perspectives de ces élections...

Nous sommes à la veille d'un possible basculement historique du Morbihan à Gauche... Quelles sont nos chances et l'état d'esprit qui vous anime ?

Le Morbihan est le dernier Département breton à droite et nos chances de remporter la majorité sont réelles. Il faut conserver les 7 cantons renouvelables que nous détenons. Nos candidats sont des conseillers généraux sortants bien implantés, qui ont fait du bon travail pendant leur mandat. Il faut aussi convaincre les électeurs de se rassembler autour de nos propositions dans au moins 5 cantons actuellement détenus par la droite. C'est possible, face à une droite locale sans programme ni leader, complètement discréditée par son soutien inconditionnel au pouvoir en place. Nous sommes déterminés, groupés autour du projet "Morbihan, un nouvel élan - Ul lans nevez". Nos candidats sont sur le terrain, combattifs et confiants.

Quelles sont les priorités du projet départemental et quelles seraient les premières mesures prises par la Gauche morbihannaise si elle devenait majoritaire ?

Face à une démographie croissante et un vieillissement de la population, nous proposons trois axes pour donner un nouvel élan au Morbihan. Un Département partenaire de la jeunesse, des familles et des plus fragiles, en accentuant nos efforts sur l'emploi des jeunes, les collèges, l'accueil des aînés, la vie au quotidien des personnes handicapées, le soutien aux parents. Un Département



plus proche des territoires et des acteurs économiques, en installant des maisons de services publics, en encourageant l'innovation et la diversification, l'attractivité du milieu rural, des transports adaptés. Un Département éco-pionnier, avec l'Agenda 21 au cœur de toutes ses actions : déchets, ressource en eau, foncier, mobilité, Parc Naturel, plan climat énergie.

Après inventaire de la politique de la droite, nous aurons un débat participatif sur notre première mission, l'action sociale. Nous prendrons des mesures favorisant la formation et l'emploi des jeunes. Nous mettrons en œuvre des contrats de territoires.

Une nouvelle méthode d'action est également prônée... En quoi diffère-t-elle de celle de la majorité sortante ?

Pour en finir avec les pratiques paternalistes de la droite, nous renforcerons la concertation avec les partenaires locaux (élus, associations, chefs d'entreprises, syndicats, enseignants, personnels...). Nous ouvrirons le débat avec tous les habitants et leurs représentants, pour construire ensemble le Morbihan de demain. C'est aussi une approche territoriale de nos interventions, autour de l'économie locale, du renouveau et de l'égal accès aux services publics, au plus près des besoins de nos concitoyens. C'est enfin la volonté d'évaluer en permanence les politiques du Département, avec le souci constant de nous adapter aux évolutions de la société morbihannaise.

Propos recueillis
par Tugdual Gauter

La campagne sur internet :

La Gauche morbihannaise dispose désormais d'un site de campagne à l'adresse :

www.morbihanagauche2011.fr

et d'un compte Facebook :
sur www.facebook.fr, profil :

Morbihan à Gauche

Quelques adresses internet des sites et blogs de campagne de nos candidats

- Canton de Muzillac**
<http://muzillacantonaales2011.com/>
- Canton de Ploemeur**
www.loiclemeur-cantonaales2011.fr/
- Canton de Pluvigner :**
<http://bdesjardinscantonaales2011.parti-socialiste.fr/>
- Canton de Questembert**
<http://www.questembert-notre-cite.org/>
- Canton de Rohan**
<http://yovennbonhoure-rohan2011.parti-socialiste.fr/>
- Canton de Sarzeau**
www.cantonaales-sarzeau.org/
- Canton de Vannes-Centre**
<http://lequintrec-camus-cantonaales.blogspot.com/>
- Canton de Vannes-Ouest :**
<http://gallbronnecvannesouest.blogspot.com/>
- Canton de Ploërmel**
<http://michelbrochard.wordpress.com>
- Canton de Gourin**
www.christianderrien.com

Humeur : le droit de savoir

Si Goulard rime avec cumulard, on ne peut affirmer qu'il l'est puisqu'il tangente le maximum de mandats électoraux autorisés. Mais demain ?

Se portant candidat aux élections cantonales, il pose de fait l'arbitrage à opérer parmi ses mandats actuels. Interrogé par la presse, il fait répondre par son fils (celui devenu directeur de cabinet car tel était le bon vouloir de papa): "Notre préoccupation n'est pas celle-là, mais de gagner, et ça va être difficile". Le fils est à bonne école en matière de respect de l'électeur vannetais.

Les Vannetais ont quand même le droit de savoir, si leur député-maire gagne aux cantonales, le ou les mandats qu'il va abandonner.

La combinatoire autorisée des mandats est complexe mais on peut retenir au moins deux hypothèses :

- il reste maire mais alors il ne peut plus être député. Comme dans l'année qui précède les élections législatives, il ne peut y avoir de législative partielle, le poste de député de la circonscription de Vannes à l'Assemblée nationale resterait vacant,
- il reste député mais alors il ne peut plus être maire ni conseiller municipal et par voie de conséquence président de l'agglo.

C'est comme si François Goulard jetait au panier les bulletins de vote des électeurs qui lui avaient apporté leur suffrage dans ces deux occasions. Affligeant numéro de cynisme et de désertion !

Vannetais, vous avez le droit de savoir et il est du devoir républicain de François Goulard de vous dire avant le scrutin des cantonales quelles seraient les conséquences de son éventuelle victoire.

Jean-Paul Méheust
Section de Vannes

CANTONALES 2011

Présentation des candidat-e-s de la Gauche morbihannaise

Voici les candidats de la Gauche morbihannaise, titulaires et suppléants, issus du Parti socialiste, de Bretagne Ecologie et de personnalités Divers Gauche.

Canton de Guémené s. Scorff



Jean-Luc Guilloux - PS
Brigitte Edy - DVG

Canton de Muzillac



François Batard - PS
Fabienne Dubos - DVG

Canton de Lorient-Nord



Emile Jetain - PS
Dany Quer - DVG

Canton de Ploemeur



Loïc Le Meur - PS
Marie-France Normant - DVG

Canton de Pluvigner



Bernadette Desjardins - PS
Tugdual Gauter - PS

Canton de Port-Louis



Nathalie Le Magueresse - PS
Eric Le Dorner - PS

Canton de Pontivy



Henri Le Dorze - PS
Jeanine Burban - DVG

Canton de Questembert



Paul Paboeuf - PS
Cécile Bourmigal - DVG

Canton de Quiberon



Luc Le Gurun - PS
Geneviève Marchand - PS

Canton de Rochefort-en-Terre



François Hervieux - PS
Sylvie Gain - DVG

Canton de Rohan



Yovenn Bonhoure - PS
Martine Le Potvin - PS

Canton de Sarzeau



Yves Levesque - BE
Marie-Cécile Riédi - PS

Canton de Vannes-Centre



Nicolas Le Quintrec - PS
Anne Camus - BE

Canton de Vannes-Ouest



André Gall - PS
Eliane Bronnec - DVG

Canton de Gourin



Christian Derrien - DVG
Hélène Le Ny - DVG

Canton de La Roche-Bernard



Joël Bourrigaud - DVG
Madeleine Moulin - PS

Canton de Locminé



Alain Jouan - DVG
Corinne Guillot - DVG

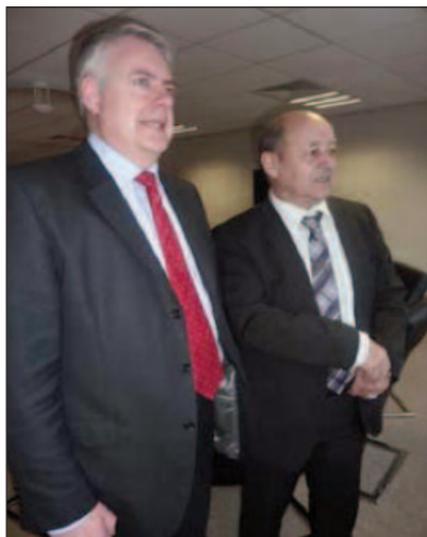
Canton de Ploërmel



Michel Brochard - DVG
Maryse Besnard - DVG

Coopération Bretagne-Pays de Galles Jean-Yves Le Drian a échangé avec le Premier Ministre Carwyn Jones

Jean-Yves Le Drian, Président du Conseil régional de Bretagne, et Pierre Karleskind, conseiller régional délégué aux affaires européennes, étaient invités à Cardiff les 14 et 15 février derniers, pour s'exprimer devant la Commission des affaires européennes et internationales de l'Assemblée Nationale du Pays de Galles sur l'avenir de la politique européenne de cohésion. Ce déplacement a par ailleurs été l'occasion d'évoquer la coopération entre les deux régions et son évolution au sein de l'espace européen.



Une coopération interrégionale engagée depuis 2004

Au cours de ce séjour, Jean-Yves Le Drian s'est entretenu avec des membres du gouvernement gallois dont Carwyn Jones, Premier Ministre en place depuis fin 2009, pour évoquer les perspectives de développement de la coopération entre les deux régions. Celle-ci s'appuie sur un accord et un plan d'actions, respectivement co-signés en 2004 et en 2006, comportant des initiatives dans de nombreux domaines : développement durable, développement rural, innovation, jeunesse et formation, santé, culture et politique linguistique, échanges entre collectivités des deux territoires. La délégation bretonne a pu

prendre connaissance de projets gallois dans les secteurs des véhicules électriques, de la santé, de la formation professionnelle ainsi que des énergies marines renouvelables.

Visite du Premier ministre gallois en Bretagne courant 2011

Carwyn Jones et Jean-Yves Le Drian ont réaffirmé leur attachement à la coopération entre la Bretagne et le Pays de Galles et souhaité la renforcer autour de projets concrets.

Cette volonté devrait se concrétiser avec la signature d'un plan d'action actualisé au cours de l'année 2011, lors de la venue en Bretagne du Premier Ministre gallois.

La Journée internationale de la Femme a 100 ans

A cette occasion, les femmes de la section PS de Vannes organisent une soirée culturelle autour de la place des femmes dans la société :

**Mardi 8 mars 2011 à 19h30
au Palais des Arts à Vannes**

Après l'accueil par Thierry Normand - secrétaire de section et l'introduction de Claude Jahier - Conseillère municipale à Vannes, la Troupe du Manoir de St-Avé fera une lecture sur la vie, l'engagement et les écrits d'Olympe de Gouges.

Ensuite, des Vannetaises, de différentes nationalités, viendront lire, dans leurs langues maternelles, des articles de la "Déclaration des Droits de la Femme et de la Citoyenne".

La soirée se terminera par un pot de l'amitié.

Primaires : installation du CDOP

Le Comité départemental d'Organisation des Primaires a été mis en place, sous la présidence de Maxime Picard - Secrétaire fédéral aux Sections et à la Communication. Ce comité, composé des représentants des motions du congrès de Reims, du Trésorier fédéral, de la Secrétaire fédérale à l'Egalité, est chargé de veiller à la bonne préparation des primaires socialistes pour la présidentielle, qui se dérouleront les 9 et 16 octobre 2011. Ses membres seront rejoints par les représentants des candidats ayant déposé une candidature, à l'issue de la procédure de dépôt des candidatures à la mi-juillet. Les travaux porteront dans un premier temps sur la carte d'implantation des bureaux de vote dans le département...

Retour sur la réunion des trésoriers de section

Les trésoriers de section ont été réunis à Vannes, en présence des responsables et salariés de la Fédération. L'objectif de la réunion était de faire le point sur les remontées de cotisations, la poursuite de la mise en place des prélèvements automatiques, la présentation du barème de cotisation 2011 (inchangé sur les tranches, hormis la suppression de la première cotisation à 20 €), la mise en place du fond de soutien dans le cadre du reversement aux sections...

MJS Mouvement des Jeunes socialistes du Morbihan

Mariage homosexuel : l'égalité pour tous !

Saisi par un couple de femmes pacsées, le Conseil constitutionnel a déclaré récemment que l'interdiction du mariage homosexuel était conforme à la Constitution. Seuls les politiques pourront ou non trancher sur la question.

La France sera-t-elle le prochain pays européen après l'Islande, la Norvège, la Suède, les Pays-Bas, la Belgique, le Portugal, l'Espagne et le Royaume-Uni à autoriser le mariage homosexuel ? Les sages du Conseil constitutionnel ont déclaré, le 28 janvier dernier, que les articles 75 et 144 du code civil, qui excluent du mariage les couples de même sexe, sont conformes à la Constitution. Ils ont également indiqué que cette question devrait être tranchée par les Parlementaires. Une loi ordinaire suffirait donc pour mettre un terme à cette exclusion.

En 1999, la France montrait pourtant, grâce au gouvernement Jospin et au mouvement des jeunes socialistes, le chemin de l'égalité des droits en créant le pacs. Aujourd'hui, en réservant uniquement le mariage aux couples hétérosexuels, la France est en retard. On ne peut déplorablement rien attendre de notre gouvernement sur

ces questions de société, puisque la droite s'y oppose avec obstination. Seule une alternance politique permettra ce changement.

Les socialistes ont déposé plusieurs propositions de loi afin d'ouvrir le mariage à tous les couples. Le maire PS de Montpellier, Hélène Mandroux, a lancé en 2009 un appel des maires pour l'ouverture du mariage homo. Par ailleurs, elle a célébré début février, le mariage symbolique d'un couple gay franco-portugais. Dernièrement, Jean-Marc Ayrault a annoncé que le Parti socialiste inscrirait "avant l'été", à l'Assemblée nationale, sa proposition de loi reconnaissant le mariage homosexuel. De plus, l'opinion publique y est favorable puisque plus de la moitié des Français se disent favorables au mariage des homosexuels d'après un sondage TNS Sofres.

Mettons un terme à cette discrimi-

nation devenue intolérable pour plus de 3 millions de personnes gays et lesbiennes en France. Ne laissons plus l'homophobie gangréner la société française en continuant de considérer les homosexuels comme des citoyens de seconde zone. Il n'est plus supportable que les institutions françaises s'ouvrent aux uns et se ferment aux autres en fonction de l'orientation sexuelle. Cette inégalité apporte une justification aux discriminations et aux violences qui pèsent sur les personnes LGBT (Lesbiennes-Gay-Bisexuels-Transgenres).

Les Jeunes Socialistes rappellent que tous les socialistes s'engagent à reconnaître et à protéger l'ensemble des familles et à permettre à tous les citoyens d'accéder aux mêmes droits et aux mêmes responsabilités.

Jimmy Lecoq - Ploërmel

Retrouvez nous sur notre site : www.mjs56.fr

Agenda

Premier secrétaire fédéral

Samedi 26 février - Lorient
Assemblée générale de la FNATH

Lundi 28 février - Pouldreuzic
Visite de l'entreprise Hénaff

Vendredi 4 mars - Lorient
Visite de l'entreprise Haliéutis

Mardi 8 mars - Paris
Rencontre avec François Hollande

...Et premières réunions sur les cantonales

Actualité

Logement social : le ver est dans le fruit

Vous avez dû lire dans la presse que le gouvernement avait lancé une attaque sans précédent contre le logement social en général et contre les bailleurs de ces logements en particulier. Non content de réduire à la portion congrue les aides de l'Etat, ils ont fait très fort en ponctionnant de 360 millions les caisses de ces organismes.

A l'heure où tout le monde s'inquiète du manque de logements en général et des demandes exponentielles de logements sociaux, cette situation inédite et dramatique n'est sans doute pas le dernier acte d'une évolution voulue vers la privatisation du secteur public du logement. On sait que ce secteur d'activités indispensable pour une bonne partie de nos concitoyens qui n'ont pas les moyens de se loger dans le secteur privé fait rêver bons nombres de financiers qui se verraient bien mettre la main sur le gâteau, mais jusqu'ici l'Etat avait su préserver son pré carré. Eh bien cette situation est en train d'évoluer au détriment du logement social où le gouvernement a décidé de changer radicalement les règles du jeu de cet univers pour le "rentabiliser" et le soumettre aux logiques du privé.

On aurait pu croire que l'attaque la plus directe serait venue des grands constructeurs du secteur privé mais le gouvernement de manière beaucoup plus subtile a choisi de faire dénigrer le système de l'intérieur par des hommes du sérail. Pour illustrer cette possible évolution, un petit opuscule est actuellement en cours d'impression signé par André Yché, le Président de la SNI (Société Nationale Immobilière), une importante filiale de la Caisse des Dépôts. C'est une charge en règle contre le logement social, contre sa bureaucratie, en proposant aux organismes HLM de renoncer à être ce qu'ils sont pour devenir des opérateurs immobiliers globaux d'intérêt général. Venant de la part d'un homme qui informe régulièrement l'Elysée, l'attaque pourrait sembler un ballon d'essai. Mais ce brûlot ne fait que confirmer l'attitude du Secrétaire d'Etat au Logement Benoist Apparu qui ne cesse de répéter qu'il faut inventer un nouveau modèle économique du logement social.

Au train où vont les choses et s'il n'y a pas un coup d'arrêt en 2012 à cette politique, le mouvement vers la privatisation du secteur social de l'habitat sera consommé pour le plus grand profit des constructeurs et promoteurs privés et pour le plus grand malheur des locataires.

Le Cormoran

ACTUALITÉS

Région Bretagne Premier bilan et perspectives

A l'issue de presque une année de mandature et avant les élections cantonales de mars, des conseillers régionaux de la majorité régionale ont rencontré, lundi 21 février à Vannes, élus locaux, candidats et militants afin de faire un premier bilan de la mandature et d'aborder les grandes orientations régionales.

Cette deuxième mandature a démarré vite et fort, sans doute parce qu'elle était dans la continuité de la première, mais aussi parce que le temps lui est compté : la réforme territoriale la réduit à quatre ans au lieu de six. Elle sera marquée par trois grands dossiers structurants, liés à "l'ultra-périphéricité" de la Bretagne.

Ferroviaire : la "Bretagne à Grande Vitesse" (BGV)

A l'étude depuis 1994, le dossier a été finalisé par RFF, la Région, l'Etat et la SNCF. La convention définitive a été signée avec Eiffage pour la réalisation des lignes, qui seront opérationnelles en 2016. Mais le ferroviaire ne se réduit pas à BGV. Il faudra organiser tout ce qui va autour, en particulier les TER, réorganiser les horaires et les cadencements. Afin de rentabiliser les voies, il faudra développer une "projet fret breton", avec des contraintes fortes de constance et de régularité. Cela réduira d'autant la circulation des poids lourds sur les voies express... Il faudra également créer des PEM : pôles d'échanges multimodaux. Certaines gares seront réorganisées de manière à ce que tout soit bien connecté : trains, bus, taxis, pistes cyclables. Un gros travail en perspective avec les collectivités locales sur l'écocompatibilité. Ce "paquet ferroviaire" a fait partie intégrante des négociations avec l'Etat.

Numérique : le "nouveau BGV"

Un deuxième moyen de désenclaver la Bretagne, c'est le numérique. On peut considérer que le haut débit est réalisé, par câble, ou satellite dans certaines zones : le WiMax, rétrocedé gratuitement par la région aux départements qui l'ont souhaité. Chaque "pays" a également été aidé par une enveloppe financière régionale. Nous en sommes maintenant à développer le très haut débit "populaire", par la fibre optique, une sorte



Les Conseillers régionaux présents : Gildas Dréan, Monique Danion, Béatrice Le Marre, Kaou Hulaud et Anne Camus. Jean-Yves Le Drian, Jean-Pierre Le Roch, Anne Troalen, Pierre Pouliquen et Jean-Michel Le Boulanger étaient retenus par d'autres engagements.

d'anneau qui fera le tour de la région, vital pour l'avenir. Certes, les grandes villes sont ou seront bientôt équipées. Mais la Région veut permettre à tous les territoires d'accéder à la fibre. Cela coûte cher, on frôle les 3 milliards d'euros, mais pour éviter la fracture numérique, il faudra bien y arriver, tous ensemble. Une Conférence régionale du numérique permettra la globalisation, l'établissement d'un schéma régional cohérent, avec un tarif identique. La Région a pour ambition d'assurer un point de desserte par EPCI, voire par commune. Ensuite, l'aventure se poursuivra localement.

Pacte électrique : le "triskell breton"

La Bretagne ne produit que 8% de sa consommation d'électricité. Chaque année, on frôle le "black-out" en hiver. Bien qu'il s'agisse d'une compétence de l'Etat, la Région est intervenue dans un cadre précis qui comporte :
- un gros volet d'économies d'énergie, en particulier en appliquant dès aujourd'hui les normes de 2012 aux logements sociaux neufs (isolation, type de chauffage)
- un gros volet d'énergies renouvelables : l'éolien terrestre (déjà 1 000 mégawatts actuellement), les énergies marines (des hydroliennes immergées, qui fonctionnent déjà à titre expérimental au large de Bréhat, un projet validé par l'Etat dans la baie de St-Brieuc pour des éoliennes en mer, fixées sur le fond marin : 500 MW avant la fin de ce mandat et une proposition de site de pilotage

d'éolien flottant, au large de Groix). En ajoutant solaire et méthanisation, ce sont 3 600 MW d'énergies renouvelables qui pourraient être produits au bout de l'aventure. Ce "paquet énergétique" développera toute une activité autour.

- une production électrique "classique" : une centrale de 450 MW en nord Bretagne. Rien n'est encore décidé pour le lieu d'im-

plantation. La Région ne participera pas financièrement.

Au-delà de ces trois dossiers structurants deux autres sujets sont également abordés.

Le premier concerne la Région éco-pionnière :

- depuis un an, l'Agence économique de Bretagne est en cours de restructuration, de redynamisation, par grandes filières (agroalimentaire, biotechnologies, défense, automobile...)
- un schéma de toutes les formations aux métiers de demain sera organisé, en relation avec l'Etat, les CFA, les branches professionnelles. Une négociation qui devrait aboutir à l'automne. Le second concerne la politique des Lycées et le Programme Pluriannuel d'Investissements (PPI). Tous les marchés passés devront tenir compte d'un éco-référentiel : économies d'énergie, prise en compte de la santé des utilisateurs dans le choix des matériaux, etc... La Bretagne est la première collectivité à l'avoir fait. 484 millions d'euros, ce n'est pas rien et cela a permis à des entreprises de traverser la crise.

Dans une deuxième partie, les participants à la réunion ont posé des questions sur des points d'actualité plus ou moins sensibles, comme le PNR du Golfe du Morbihan, la RN 164, la croissance démographique et le maintien des équilibres entre littoral et Centre-Bretagne, le changement climatique et les zones inondables...

D'après le compte-rendu de Jacques Delarue - Section de Vannes

Le Rappel du Morbihan



Propriété de la Fédération du Parti Socialiste du Morbihan

Directeur de la publication : Gwendal Rouillard
Directeur délégué : Jean Kerguelen ■ Rédacteur en chef : Tugdual Gauter ■ Rédaction, composition : 77, bd Léon Blum - 56100 Lorient ■ Tél. : 02 97 84 84 55 ■ Télécopie : 02 97 84 82 14 ■ Courriel : lerappel@morbihan.wanadoo.fr ■ ISSN : 0996-1623 ■ N° CPPAP : 0610 P11474 ■ Impression : IBB - Parc de la Bienvenue Rue Jules Verne - 56530 QUÉVEN ■

Rejoignez le Parti Socialiste

Nom : Prénom :

Adresse :

Téléphone : Courriel :

- Je souhaite être invité aux réunions du Parti socialiste
 Je souhaite adhérer au Parti Socialiste

Parti Socialiste - 77, bd Léon Blum - 56100 Lorient • Tél. : 02 97 84 84 55
Télécopie : 02 97 84 82 14 • Courriel : fede56@parti-socialiste.fr
Site Internet : www.ps56.fr